

PRÉSIDENTENCE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

N°983-2013/ARR/DIMEN

du : 27 AVR. 2013

AMPLIATIONS

Commissaire délégué	1
Trésorier	1
DFI	1
JONC	1
Archives NC	1
DIMENC	1
Intéressée	1

ARRÊTÉ

**de renouvellement de l'autorisation temporaire d'exploiter une centrale d'enrobage à chaud par la société
JEAN LEFEBVRE PACIFIQUE pour une durée de six mois sur le lot 42 pie de la carrière
au Creek Aymes, commune de Bourail**

LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE DE LA PROVINCE SUD

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu le code de l'environnement de la province Sud ;

Vu l'arrêté n°1372-2012/ARR/DIMEN du 12 juillet 2012 autorisant la société JEAN LEFEBVRE PACIFIQUE à exploiter temporairement une centrale d'enrobage au bitume à chaud sur le lot 42 pie au Creek Aymes – commune de Bourail ;

Vu l'arrêté n°3159-2012/ARR/DIMEN du 20 février 2013 renouvelant l'autorisation temporaire d'exploiter une centrale d'enrobage au bitume à chaud sur le lot 42 pie au Creek Aymes par la société JEAN LEFEBVRE PACIFIQUE – commune de Bourail, pour une durée de six mois ;

Vu la demande présentée par la société JEAN LEFEBVRE PACIFIQUE en date du 15 mars 2013, à l'effet de renouveler une seconde et dernière fois son autorisation d'exploiter temporairement une centrale d'enrobage à chaud ;

Vu le rapport n° 772-2013/ARR/DIMEN/SI du 12 avril 2013 ;

Sur proposition de l'inspection des installations classées (Direction de l'industrie, des mines et de l'énergie de la Nouvelle-Calédonie) ;

L'exploitant entendu,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'arrêté d'autorisation temporaire du 12 juillet 2012 susvisé, délivré à la société JEAN LEFEBVRE PACIFIQUE, est renouvelé une seconde fois pour une durée de six mois jusqu'au 16 octobre 2013, dans les mêmes conditions des prescriptions fixées à l'arrêté n°1372-2012/ARR/DIMEN du 12 juillet 2012.

ARTICLE 2 : La présente autorisation ne pourra faire l'objet d'une nouvelle demande de renouvellement conformément à l'article 413-27 du code de l'environnement de la province Sud.

ARTICLE 3 : L'arrêt définitif des installations devra être notifié à la présidente de l'assemblée de la province Sud au moins trois mois avant la cessation d'activité, conformément à l'article 415-10 du code de l'environnement de la province Sud.

Est joint à cette notification un dossier, remis en quatre exemplaires, comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation et un mémoire relatif à l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 412-1 du code susvisé.

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles polluées le cas échéant ;

3° Les mesures de limitation ou d'interdiction concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, assorties, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage ;

4° Les mesures d'évacuation ou d'élimination des produits dangereux, ainsi que, pour les installations autres que celles de stockage des déchets, des déchets présents sur le site ;

5° Les mesures d'interdiction ou de limitation d'accès au site ;

6° Les mesures de suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

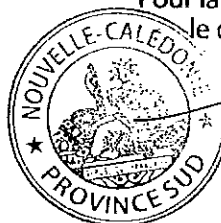
7° Le cas échéant, les mesures de surveillance à mettre en œuvre pour suivre l'impact de l'installation sur son environnement.

Lorsque le dossier est complet et sur proposition de l'inspection des installations classées, le président de l'assemblée de province transmet pour avis au maire de la commune concernée un exemplaire du dossier. En l'absence d'observation dans le délai d'un mois, l'avis du conseil municipal est réputé donné.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bourail où elle peut être consultée. Une copie du même arrêté est conservée en permanence sur le site de l'exploitation et tenue à dispositions du personnel et des tiers.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le commissaire délégué de la République et notifié à l'intéressée.

Pour la Présidente et par délégation
le deuxième Vice-Président



Pascal VITTORI